

Communiqué de presse

OMD 2015 - arrêter la comédie

samedi 25 septembre 2010, par [Attac Gabon](#) (Date de rédaction antérieure : 22 septembre 2010).

A l'occasion du sommet du Millénaire pour le développement organisé par les Nations Unies en septembre 2000, 189 États s'engageaient au tour de huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) afin d'éradiquer l'extrême pauvreté et réduire les inégalités dans le monde à l'horizon 2015. Il s'agissait entre autre « *de faire du droit au développement une réalité pour tous et mettre l'humanité entière à l'abri du besoin* », combattre la faim et la pauvreté, à préserver l'environnement, améliorer l'accès à l'éducation et à la santé, promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes ect... Dix ans après le lancement des OMD et aux deux tiers de leurs parcours, il est constaté à l'unanimité un triste bilan.

Même si des progrès sont consentis dans certains domaines comme l'éducation, avec le taux de scolarisation primaire qui est passé de 83 à 88 % de 2000 à 2007 et une augmentation de la scolarisation de 15 et 11 % en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. La diminution de la mortalité des enfants de moins de cinq ans presque partout dans le monde entier passant de 12,6 millions de décès en 1990 à 9 millions en 2007 en dépit de la croissance de la population, la diminution également des nouvelles infections au VIH ainsi que le nombre de décès occasionnés par le virus... La majeure partie des promesses n'ont pas été tenues et ne sont pas prêts de l'être pour 2015. D'abord le premier objectif, visant à « réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population mondiale dont le revenu est inférieur à un dollar par jour et celle des personnes qui souffrent de la faim ». Même si l'on se félicite de la baisse de la proportion de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour (23,4% en 1999 à 19,2% baisse à l'actif de l'essor économique de la Chine), elle reste fixée à 40% pour les populations d'Afrique subsaharienne. Le taux de mortalité maternelle reste encore très élevé, « *Chaque jour, près de 1.000 femmes décèdent au moment de leur accouchement* », Même constat pour la sous-nutrition car aujourd'hui en 2010, 16% de la population mondiale est encore sous-alimentée. La famine frappant les zones sahéliennes témoignent de la vulnérabilité persistante de l'Afrique subsaharienne, où une personne sur trois continue de souffrir de la faim, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Même si dans le document de synthèse que vont adopter dans son ensemble les chefs d'État et de gouvernement lors du sommet des Nations Unies qui se tien du 20 au 22 septembre sur la question, ils regretteront « *profondément de devoir constater que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté et touchées par la faim dépasse le milliard et que les inégalités, entre pays comme à l'intérieur des pays, restent un problème majeur* », ils incrimineront bien attendu l'impact d'une crise économique qui a « *accru les vulnérabilités, creusé les inégalités et porté atteinte aux progrès accomplis en matière de développement* » tout en renouvelant naturellement la promesse de « *faire tout ce qui est en leur pouvoir pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement* » avant l'échéance butoir de 2015 ; il y a comme un air de mauvaise foi de la « communauté internationale » à honorer ses engagements librement pris au nom de « la lutte contre la pauvreté ».

L'objectif de 0,7% du revenu national brut, fixé pour les pays donateurs par les Nations Unies à titre de l'Aide Publique au Développement (APD) est loin d'être atteint tout comme la promesse « *d'en finir avec les paradis fiscaux et judiciaires* » qui privent chaque année les pays « pauvres » de 700 à

900 milliards de dollars pour leur développement, soit 6 à 8 fois plus que l'Aide Publique au Développement mondiale cumulée. On ne parle même pas des milliards de dollars éjectés chaque année par les pays « pauvres » en direction des pays « riches » au titre de remboursement de la dette, une dette totalement odieuse ainsi que des mécanismes laborieusement mis en place pour perpétuer son remboursement (initiative PPTE entre autre). Une « aide » aussi fantôme, inefficace, inadaptée que disproportionnée ; l'Irak par exemple « bénéficie d'une aide représentant le double de celle accordée à l'Afghanistan, ce dernier bénéficiant à son tour d'une aide de 50% supérieure au 3^e bénéficiaire, l'Ethiopie ». Quand on pense aux 3.000 milliards de dollars sortis on ne sait d'où pour sauver une poignée de banques commanditaires de la crise économique née justement des dérives du néolibéralisme et l'incapacité de trouver les 30 milliards de dollars annuels nécessaires à la mise en place des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ceci prouve l'absence de volonté des pays « riches » et de la gouvernance mondiale décrétée (G8, G20) à en finir avec la pauvreté en dépit des belles paroles prononcées ci et là.

Fort de ce constat, Attac Gabon rejette les Objectifs du Millénaire pour le Développement, promeut un développement pensé et exécuté par des Africains pour les Africains tenant compte des spécificités sociales, économiques, culturelles, morales du continent. La vraie cause de la pauvreté et des inégalités en Afrique c'est bien le fonctionnement même de l'économie mondiale. Ce serait un leurre de vouloir combattre la pauvreté sans pour autant s'attaquer aux mécanismes qui la créent et l'accroissent de jour en jour. L'exploitation effrénée des ressources naturelles avec le lot de conséquences sociales, environnementales sur les populations qui ne profitent guère des richesses ainsi engendrées, le service de la dette qui empêche les Etats de mener une politique sociale responsable, la substitution des gouvernements en chien de garde de nouveaux colons qui sont non seulement d'autres Etats « riches » mais également lobbies et multinationales... sont bien de problèmes qui ne peuvent intéresser la « gouvernance mondiale » en partie responsable. Consciente que le développement du continent ne se décrètera pas à une tribune quelconque, Attac Gabon appelle à une accentuation de la mobilisation de la jeunesse consciente et engagée africaine pour faire échec aux politiques et mécanismes néolibéraux qui créent la pauvreté afin de pouvoir sortir définitivement de ce cycle infernal.

Attac Gabon, le 22 septembre 2010

Julien N'kolo Reteno
ATTAC GABON
Délégué Général
www.gattac.org